«Vincent Capo-Canellas - Tarif unique pour le Pass Navigo : " C’est un cadeau empoisonné pour les usagers ! "»

27/02/2013

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Vincent Capo-Canellas - Tarif unique pour le Pass Navigo : " C’est un cadeau empoisonné pour les usagers ! "

Le Sénat a débuté aujourd’hui l’examen d’une proposition de loi visant à instaurer un tarif unique pour le Pass Navigo.

Vincent Capo-Canellas, sénateur de la Seine-Saint-Denis et maire du Bourget, s’étonne que cette question soit *« importée au Parlement par le groupe communiste »* alors qu’elle relève des compétences du STIF (Syndicat des Transports d’Ile de France) et du Conseil régional d’Ile de France.

« Aujourd’hui, vous nous demandez de solder un différend interne à l’actuelle majorité régionale. » affirme le sénateur, rappelant que cette proposition de loi est l’héritage d’un accord conclu au moment des élections régionales pour construire une majorité « rouge/verte/rose » autour de Jean-Paul Huchon.

Pour Vincent Capo-Canellas, la mise en place d’une tarification unique du Pass Navigo serait contre productive pour les usagers eux-mêmes.

En matière de transports en Ile-de-France, la priorité doit être accordée aux investissements dans le réseau et non dans le financement d’une mesure démagogique.

Réseau de plus en plus saturé, retards quotidiens, inconfort, avaries matérielles, manque d’information, de propreté, de sécurité pour les voyageurs… le constat est simple. La réponse, pour Vincent Capo-Canellas, l’est aussi : *« L’urgence, c’est d’agir pour décongestionner les réseaux de transports collectifs franciliens. »*

Or, en proposant la tarification unique, la majorité régionale, relayée par ses alliés au Sénat, condamne les Franciliens à voyager dans des rames bondées, dans des trains vétustes, qui tombent en panne et arrivent en retard… *« C’est un cadeau empoisonné pour les voyageurs. »*

Quant au financement, le sénateur regrette qu’on demande aux entreprises franciliennes de supporter le coût de cette promesse alors qu’elle devrait être prise en charge sur le budget du STIF.

L’harmonisation du taux du versement transport conduirait à prélever entre 500 et 800 millions d’euros de plus sur les

entreprises franciliennes. *« Augmenter le versement transport, ce serait encore alourdir la fiscalité des entreprises ! »* déplore le sénateur. A l'heure où tout le monde s'accorde à vouloir favoriser la compétitivité de nos entreprises, « *Ce serait un mauvais coup pour l'emploi en Ile-de-France ! »*

Vincent Capo-Canellas conclut : *« L'enjeu du Grand Paris Express est de favoriser l'attractivité de notre territoire et la croissance économique. Nous ne pourrons relever ce défi que si des investissements conséquents sont réalisés pour doter la métropole francilienne d'un réseau de transport performant. »*

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr
Internet : www.udi-uc-senat.fr
Twitter : @UC_Senat
Facebook : SenateursUDIUC